

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le - 5 FEV. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES LAGADEC

2 rue Albert Rolland
29200 Brest

Références : ENV-D-26. 068
Code AIOT : 0005502663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement CARRIERES LAGADEC implanté KERASTANG 1 rue de Quillimerrien 29290 Saint-Renan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES LAGADEC
- KERASTANG 1 rue de Quillimerrien 29290 Saint-Renan
- Code AIOT : 0005502663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières LAGADEC est autorisée à exploiter une carrière de granite par l'arrêté

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 27/03/1996, article 4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Clôture	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
3	Affichage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des écarts mineurs à la réglementation à faible enjeux enjeu sur l'environnement. Les écarts concernent notamment le bornage du périmètre de l'exploitation, la fourniture de la procédure de prévention des pollutions accidentelles lors des opérations de ravitaillement des engins et la modification des merlons visant à empêcher les intrusions sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...]. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels

ils sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant met à disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées le plan de gestion des déchets d'extraction de juin 2021.

Ce document contient l'ensemble des éléments demandés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/1996, article 4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

Constats :

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate :

- l'absence d'atelier d'entretien ou de réparation des engins de chantier ;
- la présence d'une aire de ravitaillement étanche équipée d'un caniveau.

L'exploitant déclare que :

- le ravitaillement des engins de chantier est réalisé "bord à bord" ;

- les moyens visant à prévenir les pollutions accidentelles lors des opérations de ravitaillement sont mis en œuvre par le prestataire selon une procédure qui lui est propre.

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate également la présence de deux containers dans lesquels sont stockés des ingrédients (graisse, AD BLUE, ...). Les ingrédients présentant un risque de pollution sont tous placés sur des rétentions d'une capacité conforme aux volumes en présence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées la procédure de prévention des pollutions accidentelles mise en œuvre par le prestataire lors des opérations de ravitaillement "bord à bord" des engins de chantier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions particulières aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Constats :

L'inspection de l'environnement constate la présence de panneaux conformes sur les portails d'accès à l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions particulières aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :
1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

L'exploitant met à disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées un plan sur lequel est indiqué l'emplacement de la borne de nivellement NGF.
L'inspection constate la présence physique de ce point.
L'exploitant déclare à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées l'absence d'autres bornes de délimitation du périmètre d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en place les bornes de délimitation du périmètre de l'exploitation et de nivellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositions particulières aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité du public
Prescription contrôlée : [...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'inspection de l'environnement constate : <ul style="list-style-type: none"> la présence de panneaux de signalement des dangers sur le périmètre de l'exploitation ; que les merlons en bordure de la route départementale 67 ne sont pas suffisamment efficaces pour empêcher l'accès aux zones dangereuses du site. L'exploitant déclare que ces merlons seront réhaussés dans le cadre des opérations d'aménagement du nouvel accès au site positionné au niveau du rond-point de Ty Ruz, en limite Sud-Est du site. Les portails d'accès actuels, positionnés en bordure de la route départementale 67, seront supprimés et remplacés par des merlons. La réhausse de l'ensemble des merlons sera réalisée dans le cadre de cette opération d'aménagement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Dispositions particulières aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de

protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant met à disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées un plan disponible sur une plateforme en ligne recensant l'ensemble des éléments demandés.

L'outil permet également de réaliser des coupes des fronts permettant de vérifier le respect de leurs caractéristiques dimensionnelles.

Type de suites proposées : Sans suite